

civiles représentées par leur conseil, de même le FONDS DE GARANTIE

### Sur la recevabilité des appels

Les appels des parties civiles et du ministère public, de **Mustapha BOUCHANE** et du FGAO interjetés dans les formes et délais de la loi, sont recevables.

La cour, pour une bonne administration de la justice ordonne la jonction des dossiers N°14/1939 et N° 14/1941.

### Sur l'action publique concernant M. OULKOUCH

#### Sur la requalification criminelle des faits

Pour les parties civiles, chacun des faits ou des comportements imputables à M.OULKOUCH constituent une violence volontaire et ne sauraient relever de la maladresse, l'imprudence, l'inattention, la négligence ou un manquement à une obligation de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement.

Si le comportement de M OULKOUCH est bien à l'origine du décès de Charlotte LANDAIS, à savoir qu'étant conducteur d'un véhicule à vitesse excessive, sous l'imprégnation alcoolique, sous l'emprise de stupéfiants et en violant les règles de conduite, il a directement causé sa mort, il n'est pas soutenu que ce comportement, qui en soi ne peut être défini comme violence au sens pénal strict du terme, a été volontairement dirigé contre Charlotte LANDAIS qu'il ne connaissait pas, ou contre quiconque,

Lhoussain OULKOUCH n'était pas en état de vouloir causer la mort de Charlotte LANDAIS au regard de l'inconscience comateuse dans lequel il se trouvait du fait de son alcoolémie, ce sont les fautes caractérisées de conduite qui sont à l'origine de l'accident mortel et non une quelconque intention de sa part d'attenter à l'intégrité d'autrui.

La multiplicité des circonstances aggravantes ne saurait aboutir à la transformation d'un délit où les violations même multiples des

règles de conduite ont entraîné un accident mortel en un crime où la volonté de porter atteinte à autrui est délibérée même si ce n'est pas la mort qui a été souhaité.

En retenant à l'encontre du prévenu " la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement" prévue par l'article 221-6 alinéa 2 du code pénal et permettant de porter à 5 ans d'emprisonnement et à 75 000 € d'amende les peines applicables, les premiers juges ont pris en compte les fautes caractérisées du conducteur, fautes encore aggravées par les circonstances prévues par l'article 221-6-1 du code pénal permettant de porter la peine à 10 ans d'emprisonnement et à 150 000 € d'amende.

la cour confirmera en conséquence la qualification délictuelle des faits et rejettera la demande des parties civiles sur le fondement de l'article 469 du code de procédure pénale.

#### Sur la culpabilité de **Lhoussain OULKOUCH**

La culpabilité du prévenu n'est pas contestée par le prévenu qui assume ses responsabilités, elle résulte amplement des éléments du dossier, la cour confirmera le jugement sur la culpabilité.

#### Sur la peine de **Lhoussain OULKOUCH**

C'est par une juste motivation que la cour adopte que les premiers juges ont condamné le prévenu à la peine de 6 ans d'emprisonnement, peine acceptée par ce dernier et qui prend en compte l'extrême gravité des faits et la personnalité de leur auteur.

La cour confirmera en conséquence le jugement sur la peine principale et également sur les peines complémentaires de confiscation de l'ensemble des scellés, du véhicule, d'annulation du permis de conduire avec interdiction d'obtenir la délivrance d'un permis de conduire pendant 5 ans.

La nécessité d'assurer une exécution continue de la peine justifie le maintien en détention de Lhoussain OULKOUCH.

### Sur la culpabilité de Mustapha BOUCHANE

Il résulte des dispositions de l'article 121-3 du code pénal que les personnes physiques qui n'ont pas commis directement le dommage mais qui ont créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage ou qui n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter, sont responsables pénalement s'il est établi qu'elles ont, soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'elles ne pouvaient ignorer.

Il ne peut être contesté que **Mustapha BOUCHANE** a commis une faute caractérisée exposant autrui à un risque d'accident d'une particulière gravité qu'il ne pouvait ignorer en laissant repartir au volant de son véhicule **Lhoussain OULKOUCH** qu'il savait dans l'incapacité totale de conduire, M OULKOUCH étant dans un quasi coma éthylique puisqu'il présentait au moment de l'accident un taux compris entre 2,36 et 4,20 g/l.

Contrairement aux écritures de son conseil, et selon l'analyse pertinente des premiers juges que la cour adopte, Mustapha BOUCHANE bien que non titulaire du permis de conduire a décidé de prendre le volant des mains de M Lhoussain OULKOUCH quant il s'est agi d'assurer sa propre sécurité, il aurait parfaitement pu raccompagner ce dernier à son domicile ou lui subtiliser les clés, s'agissant d'un ami de très longue date, compagnon de beuverie et dont il connaissait parfaitement la dangerosité habituelle au volant. Il n'a pris aucune disposition pour éviter le dommage uniquement préoccupé par le fait de rentrer chez lui.

La cour confirmera en conséquence le jugement sur la culpabilité tant d'homicide involontaire que de conduite sans permis et de conduite en état d'ivresse manifeste non contestés.

### Sur la peine

Si le casier judiciaire de **Mustapha BOUCHANE** comporte 6 condamnations, il convient d'observer que la dernière condamnation, à 80 h de travail d'intérêt général remonte au 24